

Délibération n° 2003-125 APF du 28 août 2003 relative à l'instauration d'une codification des actes professionnels des médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux en Polynésie française

(NOR : CPS0301605DL)

Paru in extenso au journal officiel n°36 N du 04/09/2003 à la page 2262

Version en vigueur au 20/10/2017

La commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française,
Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu les codes de déontologie applicables aux médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes ;
Vu le code pénal ;
Vu la délibération n° 74-22 du 14 février 1974 modifiée instituant un régime d'assurance maladie-invalidité au profit des travailleurs salariés ;
Vu la délibération n° 94-170 AT du 29 décembre 1994 modifiée instituant le régime d'assurance maladie des personnes non salariées ;
Vu la délibération n° 95-262 AT du 20 décembre 1995 modifiée instituant et modifiant les conditions du risque maladie des ressortissants du régime de solidarité territorial ;
Vu la délibération n° 2003-92 APF du 2 juillet 2003 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée de la Polynésie française à sa commission permanente ;
Vu l'arrêté n° 1250 CM du 20 août 2003 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;
Vu la lettre n° 6122-2003 Prés. APF/CP du 18 août 2003 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;
Vu le rapport n° 115-2003 du 28 août 2003 de la commission permanente ;
Dans sa séance du 28 août 2003,

Adopte :

Article 1er *Rédaction issue de Arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017*

Les actes professionnels que peuvent avoir à effectuer les médecins, et dans la limite de leurs compétences, les chirurgiens-dentistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux, font l'objet d'une codification arrêtée par le conseil des ministres, après avis de la Caisse de prévoyance sociale et des régimes territoriaux de protection sociale et de l'agence de régulation de l'action sanitaire et sociale.

Art. 2

Cette codification s'impose aux praticiens et auxiliaires médicaux pour communiquer à la Caisse de prévoyance sociale, tout en respectant le secret professionnel, et dans l'intérêt du malade, le type et la valeur des actes techniques effectués en vue du calcul par cet organisme, de sa participation.

Art. 3

A modifié : délibération n° 74-22 du 14 février 1974.

Art. 4

A modifié : délibération n° 94-170 AT du 29 décembre 1994.

Art. 5

A modifié : délibération n° 95-262 AT du 20 décembre 1995.

Art. 6.— Dispositions transitoires

A titre transitoire, dans l'attente d'une codification déterminée localement, la nomenclature générale des actes professionnels (N.G.A.P.) en vigueur en métropole à la date de publication de la présente délibération, s'applique en Polynésie française et les actes sont remboursés suivant la valeur des lettres-clés fixée par convention entre les praticiens et la Caisse de prévoyance sociale (tarif conventionnel) ou par arrêté pris en conseil des ministres (tarif d'autorité).

L'application, en Polynésie française, des modifications ultérieures de la nomenclature métropolitaine est décidée par le conseil des ministres, après avis de la Caisse de prévoyance sociale et des régimes territoriaux de protection sociale et de la direction de la santé, qui fixe leur date d'entrée en vigueur et les éventuelles

adaptations à apporter.

Art. 7

Les arrêtés n° 3347 AA/S du 18 octobre 1972 et n° 5949 S du 13 octobre 1976 sont abrogés.

Art. 8

Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au Journal officiel de la Polynésie française.

La secrétaire,
Juliette TAHUHUATAMA.

La présidente de séance,
Patricia GRAND.

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Délibération n° 2003-125 APF du 28 août 2003](#), JOPF n° 36 N du 04/09/2003 à la page 2262
- [Arrêté n° 1206 CM du 26 juillet 2017](#), JOPF n° 61 N du 01/08/2017 à la page 9974
- [Arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017](#), JOPF n° 84 N du 20/10/2017 à la page 15277